

BUREAU DU CONSEIL DE L'EUROPE A CHIȘINAU

RESULTATS EN 2025



Le Bureau du Conseil de l'Europe à Chișinău joue un rôle clé dans la mise en œuvre du **plan d'action du Conseil de l'Europe pour la République de Moldova 2025-2028**, quatrième plan d'action élaboré pour le pays depuis 2013, en assurant une coordination et une mise en œuvre efficaces des activités de coopération. Ce plan d'action s'appuie sur les réalisations antérieures tout en renforçant le soutien au renforcement des institutions de l'État de droit, à la promotion de la réforme judiciaire, à la promotion de l'égalité et de la non-discrimination, à l'amélioration de la protection des groupes vulnérables, à la lutte contre la traite des êtres humains, à la prévention de la consommation de drogues et des addictions, et à l'encouragement d'une plus grande participation de la société civile et des jeunes à la prise de décision démocratique.

Le plan d'action soutient également les efforts nationaux visant à relever les défis posés par les crises régionales et mondiales, notamment les conséquences de la guerre d'agression menée actuellement par la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Il **contribue aux progrès de la République de Moldova en matière de réformes liées à la voie d'adhésion du pays à l'UE**.

EN CHIFFRES : UNE PLATEFORME D'ACTION (AU 1ER JANVIER 2026)



66 MEMBRES DU PERSONNEL
DEDIES, Y COMPRIS 58
TRAVAILLANTS SUR DES PROJETS.



LE BUDGET TOTAL ESTIME DU
PLAN D'ACTION S'ELEVE A 42
MILLIONS D'EUROS. LES
CONTRIBUTIONS DES
DONATEURS STIMULENT LA
REFORME SYSTEMIQUE ET
GARANTISSENT LA DURABILITE.



7 PROJETS REGIONAUX ET 21
PROJETS NATIONAUX, DONT 3
PROJETS PHARES CONJOINTS DE
L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE
INTITULES « LE PARTENARIAT POUR
UNE BONNE GOUVERNANCE ».

TÉLÉCHARGER LE
PLAN D'ACTION DU
CONSEIL DE L'EUROPE
POUR LA REPUBLIQUE DE
MOLDOVA 2025-2028



POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Votre soutien garantit que les projets du plan d'action apportent des progrès tangibles à la société moldave, en faisant progresser les droits humains, la justice et les réformes des médias, et en renforçant la résilience dans un contexte d'incertitude régionale, grâce à des résultats concrets et à une vision stratégique.

IMPACT DU TRAVAIL DU CONSEIL DE L'EUROPE EN REPUBLIQUE DE MOLDOVA



FAIRE PROGRESSER L'ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE

Lutter contre la corruption grâce à des institutions plus fortes. La nouvelle loi sur le jugement des affaires de corruption, fondée sur les recommandations du Conseil de l'Europe issues d'un avis conjoint de la Commission de Venise et de la Direction générale des droits humains et de l'État de droit, marque une étape importante dans la réforme de la justice. Cette réforme renforce les normes d'efficacité, de cohérence et d'intégrité dans le traitement des affaires de corruption au sein du système judiciaire.

Les victimes au centre. L'analyse juridique du Conseil de l'Europe a ouvert la voie à des réformes nationales et garantit un accès équitable à la réadaptation et à une indemnisation financière pour les victimes d'actes criminels. Cela rapproche la République de Moldova des meilleures pratiques européennes et garantit un accès équitable à la réadaptation pour toutes les victimes.

PROTÉGER LES PERSONNES VULNÉRABLES ET PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS

Progrès législatifs pour les femmes. Les amendements apportés par le Parlement à la législation élargissent la définition juridique afin de criminaliser le féminicide, le harcèlement, la violence numérique et économique, et de garantir un soutien médico-légal et psychologique aux victimes de violence domestique.

Protection des droits des enfants. Avec le soutien du Conseil de l'Europe, les autorités sont habilitées à élaborer des politiques fondées sur des données probantes et à renforcer la protection des enfants grâce à une analyse standardisée des données collectées à l'échelle nationale sur les abus sexuels et l'exploitation des enfants.

MÈNER DES SOLUTIONS INCLUSIVES

Soutenir les adolescents migrants. Les autorités et les professionnels des services d'éducation, de migration et de protection sociale, habilités par le Conseil de l'Europe, ont organisé des formations et utilisé le « Journal de la résilience ». Plus de 700 journaux, distribués dans le cadre d'activités menées par l'Inspection générale des migrations et le ministère de l'Éducation et de la Recherche, ont été remis aux bénéficiaires, afin de prévenir l'épuisement et de soutenir la santé mentale.

La démocratie locale en action. Le premier plan d'action local pour un gouvernement ouvert a été élaboré conjointement par le Conseil de l'Europe et la société civile, les autorités locales, les citoyens et les représentants de la diaspora. La ville de Leova a été la première à le mettre en œuvre et est devenue un exemple national. Ce plan a inspiré d'autres initiatives similaires dans tout le pays. Cela illustre notre engagement en faveur de la démocratie locale et de la transparence.

PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

Réforme et liberté des médias. La République de Moldova a fait progresser sa législation sur les médias en l'alignant sur les normes européennes, conformément à la directive européenne sur les services de médias audiovisuels et à la loi européenne sur la liberté des médias. Cela a renforcé l'indépendance du Conseil audiovisuel et du radiodiffuseur public du pays. Le baromètre national sur l'éducation aux médias fournit désormais des données fiables sur la consommation et l'éducation aux médias, ce qui favorise l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.